



Prestations d'assurance de protection sociale complémentaire

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	2025S0059
Date limite de remise des plis	20/08/2025 à 11h30
Date limite de dépôt des questions	08/08/2025 à 17h00

SOMMAIRE

1. OBJET DU CONTRAT.....	3
■ Acheteur :	3
■ Description de la prestation :	3
■ Caractéristiques principales du contrat :	4
■ Allotissement :	4
2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE.....	4
■ Procédure de passation :	4
■ Déroulé de la procédure et planning indicatif :	5
■ Modalités de retrait du dossier de consultation :	5
■ Dossier de consultation	5
■ Réponse et groupement :	6
■ Délai de validité des offres :	6
3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS.....	6
■ Variantes :	6
■ Modalités de remise des offres :	7
■ Copie de sauvegarde.....	7
■ Contenu des plis :	8
4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION.....	9
■ Critères de sélection des candidats :	9
■ Critères de jugement des offres :	10
○ Critères d'attribution – Lot 1 – SANTE	10
○ Critères d'attribution – Lot 2 - PREVOYANCE	12
■ Justificatifs à fournir par l'attributaire	14
5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14
■ Demande de renseignements complémentaires en phase de consultation.....	14
■ Voies et délais de recours	15

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Lot 1

Le lot n°1 (complémentaire santé) est passé dans le cadre d'un groupement de commande composé des membres suivants :

Ville de Mulhouse (coordonnateur)	Orchestre National de Mulhouse (ONM)
Mme Michèle LUTZ, Maire 2 Rue Pierre et Marie Curie BP10020 68948 Mulhouse Cedex 9 Siret : 216 802 249 00013	20 allée Nathan Katz, 68090 Mulhouse Cedex SIRET : 200 099 950 00012

Lot 2 :

Ville de Mulhouse

Pôle Ressources et Moyens – Direction des Ressources Humaines

Représentant : Madame Michèle LUTZ, Maire de la Ville

Ville de Mulhouse

2 rue Pierre et Marie Curie

BP 10020

68948 Mulhouse cedex 9

Courriel : commande.publique@mulhouse-alsace.fr

Site internet : www.mulhouse.fr

■ Description de la prestation :

Le marché porte sur les prestations suivantes : **Prestations d'assurance de protection sociale complémentaire**

Le présent marché a pour objet la mise en place de deux régimes collectifs « Complémentaire Santé » et « Complémentaire Prévoyance » à adhésion facultative, et pour lequel une réponse du Marché sera demandée sur deux lots distincts non liés entre eux faisant chacun l'objet à l'issue d'une convention de participation pour chaque risque.










Le descriptif des missions à réaliser figure aux pièces de la consultation et notamment au sein du Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Conformément à l'article 2.3 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, **le marché public sera conclu par la Ville de Mulhouse avec des organismes relevant des catégories suivantes :**

- 1° Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la mutualité ;
- 2° Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ;
- 3° Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

Code CPV	Libellé CPV
66512000-2	Services d'assurances accidents et maladie

■ **Caractéristiques principales du contrat :**

	Objet du contrat	Prestations d'assurance de protection sociale complémentaire
	Acheteur	Lot 1 : Ville de Mulhouse (Direction des Ressources Humaines), agissant en qualité de coordonnateur du groupement de commande Lot 2 : Ville de Mulhouse (Direction des Ressources Humaines)
	Type de contrat	Marché ordinaire de service
	Structure	2 lots : <ul style="list-style-type: none"> Lot 1 - Régime collectif « complémentaire santé » à adhésion facultative (à destination des agents Ville de Mulhouse et agents de l'Orchestre National Mulhouse) Lots 2 - Régime collectif « complémentaire prévoyance » à adhésion facultative (à destination des agents Ville de Mulhouse)
	Lieu d'exécution	Locaux du Titulaire et locaux de l'acheteur
	Durée	De la notification jusqu'à échéance du contrat d'assurance. La date d'entrée en vigueur du contrat d'assurance est fixée au 1er janvier 2026 pour une durée de 6 ans (72 mois). Après les 12 premiers mois, le contrat se reconduira automatiquement à échéance annuelle jusqu'au 31 décembre 2031, sauf non-reconduction selon les conditions précisées au Cahier des Clauses particulières (CCP).
	Pénalités de retard	Telles que définies au CCP
	Variation des prix	Révisables dans les conditions décrites au CCP
	Nature des prix	<ul style="list-style-type: none"> Lot 1 : montants forfaitaires en euros réputés fermes pour chacun des niveaux de garanties Lot 2 : cotisations à taux unitaires réputés fermes pour la garantie socle et les options

■ **Allotissement :**

La présente consultation est composée des 2 lots suivants :








- Lot 1 – Régime collectif « complémentaire santé » à adhésion facultative (à destination des agents Ville de Mulhouse et agents de l'Orchestre National Mulhouse)
- Lot 2 – Régime collectif « complémentaire prévoyance » à adhésion facultative (à destination des agents Ville de Mulhouse)

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ **Procédure de passation :**

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert telle que décrite aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande Publique en vigueur au jour de l'envoi de l'appel public à la concurrence.

■ **Déroulé de la procédure et planning indicatif :**

	Publication de la consultation	Début juillet 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	Juillet - août 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	20/08/2025
	Analyse des offres, demandes de précisions éventuelles	Août-septembre 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	3 ^{ème} semaine de septembre 2025
	Information des candidats non retenus	3 ^{ème} semaine de septembre 2025
	Signature et notification du contrat	Début octobre 2025

■ **Modalités de retrait du dossier de consultation :**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> (ref. 2025S0059).

Aucun envoi complémentaire papier ne sera adressé aux opérateurs économiques.

Les opérateurs économiques pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

L'opérateur économique ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation notamment en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique, en cas d'absence de la personne destinataire des courriers électroniques ou en cas de suppression de l'adresse. Les opérateurs économiques sont invités à consulter régulièrement leurs courriers indésirables ainsi que la plateforme de dématérialisation afin de s'assurer qu'ils bénéficient bien des dernières modifications éventuelles.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les opérateurs économiques sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les opérateurs sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

■ **Dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- 1) Présent RC (Règlement de consultation) ;
- 2) Acte d'engagement (un par lot) ;
- 3) Annexe technique et financière à l'acte d'engagement (une par lot)
- 4) Cahier des Clauses Particulières (CCP), commun aux deux lots
- 5) Annexe 1 au CCP : Détail des garanties (une par lot)
- 6) Annexe 2 au CCP : Données quantitatives et qualitatives commune aux deux lots

Tout opérateur constatant l'absence d'un de ces documents doit prévenir sans délai le Pouvoir Adjudicateur via le profil acheteur (Cf. art. 5 ci-après).

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les opérateurs devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si au cours de la consultation, la date limite de réception des offres devait être reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Il est interdit aux opérateurs de présenter plusieurs offres par lot en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et cotraitant d'un ou plusieurs groupements.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 4 mois (de date à date) à compter de la date limite de réception des offres.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et à l'ensemble des documents. Toute modification ou réserve apportée à un quelconque document du dossier de consultation (y compris pièces financières et ce quelle qu'en soit la nature), ou tout document dérogeant à une disposition de celui-ci caractérisera l'irrégularité de l'offre, justifiant ainsi son rejet.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent impérativement être accompagnées d'une traduction en français.

■ **Variantes :**

Aucune variante n'est autorisée ni exigée dans le cadre de la présente consultation.

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> ref. 2025S0059.

Les plis sont impérativement remis avant les dates et heures figurant sur la page de garde du présent.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, sous la seule responsabilité des opérateurs. **Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.** Si l'opérateur dépose successivement plusieurs plis, seul le dernier sera ouvert par l'Acheteur.

Les opérateurs doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les soumissionnaires. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier.

■ Copie de sauvegarde

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique dans les conditions prévues aux arrêtés du 22 mars 2019 et du 14 avril 2023 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation.

Les entreprises sont également informées qu'elles peuvent transmettre une copie de sauvegarde sur support papier comprenant les mentions suivantes sur l'enveloppe extérieure :

Nom de l'entreprise - N° de l'affaire + Nom de l'affaire – Lot n° - NE PAS OUVRIR - COPIE DE
SAUVEGARDE
Ville de Mulhouse
Unité Commande Publique
2 rue Pierre et Marie Curie
Entrée A /3ème étage /Bureau 310
BP10020
68948
Mulhouse Cedex 9

La Copie de sauvegarde peut être transmise par tout moyen permettant d'attester de sa date de réception (recommandé, transporteur ...). En cas de remise en mains propres, cette remise sera effectuée sur les créneaux suivants : du lundi au Vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Il est porté à l'attention des opérateurs, que la remise de la copie de sauvegarde doit impérativement s'effectuer dans la durée réglementaire de la consultation initiale. Toute copie de sauvegarde reçue après la date et heure de remise des plis électroniques sera rejetée.

■ **Contenu des plis :**

A l'appui de leur **candidature**, les candidats doivent fournir les documents suivants et, le cas échéant, pour chaque membre du groupement :

Document	Descriptif
Preuve que le candidat relève des catégories visées à l'article 2.3 de l'ordonnance n°2021-175	Copie des actes originaux permettant au candidat de justifier qu'il rentre dans une des catégories suivantes : 1) Mutuelles ou unions relevant du titre II du code de la mutualité 2) Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale 3) Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L.310-2 du code des assurances
Agréments pour les risques concernés par le présent Marché (par lot)	Agrément administratif délivré par l'autorité de contrôle prudentiel
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) détaillant les pouvoirs donnés au mandataire
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Bilans, extraits de bilans des 3 dernières années	Pour l'organisme d'assurance, ces extraits peuvent être remplacés par le taux de couverture de la marge de solvabilité sur les 3 dernières années (de l'organisme lui-même ou du groupe prudentiel auquel il appartient à la date de réponse). Ce taux ne pourra être inférieur à 150% en moyenne sur les 3 dernières années.
Références	Liste des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le nombre d'adhérents ou souscripteurs, et des références notamment en assurances collectives d'entreprises
Effectifs moyens annuels	Effectif moyen annuel du candidat dédié à la protection sociale de entreprises et plus particulièrement aux risques concernés par lot pour chacune des trois dernières années. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il indiquera, à défaut, la composition de ses effectifs à la date de dépôt de sa candidature.
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Le cas échéant	
Copie du ou des jugements de redressement judiciaire	Copie du ou des originaux (version intégrale) des jugements de placement en redressement judiciaire

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre du soumissionnaire est **impérativement** composée des documents suivants (pour chaque lot auquel il soumissionne) :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement dûment complété
Annexe technique et financière à l'acte d'engagement	Annexe technique et financière à l'acte d'engagement dûment complétée (une version au format de type Pdf et une version au format Excel) : 1) Tarification 2) Maîtrise financière 3) Services et prévention 4) Accompagnement opérationnel
Mémoire technique	Le mémoire technique dont le plan devra respecter les items de l'annexe technique et financière
Conditions générales et particulières	Conditions générales et particulières applicable au contrat d'assurance à adhésion facultative propres au lot

Dans **un souci de traitement rapide du dossier**, et sans que leur absence puisse justifier le rejet de l'offre, les soumissionnaires sont informés que le pouvoir Adjudicateur souhaite la production des éléments ci-après :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFiP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales (attestation de - de 6 mois)
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise (attestation de - de 6 mois)
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion (extrait de - de 3 mois) La Communication du n° SIREN de l'entreprise peut s'y substituer
Assurance	Attestation d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité
Le cas échéant :	
Liste des travailleurs étrangers	Liste nominative des travailleurs étrangers (Document de - de 6 mois)
Déclaration de détachement	Accusé de réception de la déclaration de détachement et attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liées aux salariés détachés (en cours de validité)
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières Niveau minimum requis pour que les capacités professionnelles et

Critère	Complément
	financières soient jugées suffisantes : le taux moyen de couverture de la marge de solvabilité sur les 3 dernières années ne pouvant être inférieur à 150%
2. Garanties techniques	Garanties techniques

■ **Critères de jugement des offres :**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

En application de l'article R2152-2 du Code de la Commande Publique, la Ville de Mulhouse, se réserve la possibilité de régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que la régularisation ne conduisent pas à une modification de ses caractéristiques substantielles de l'offre. Ainsi, en aucun cas l'absence de mémoire technique et/ou de document financier ne pourra faire l'objet d'une régularisation.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation, du Cahier des Clauses Particulières (CCP) et de l'ensemble des documents constituant le dossier de consultation.

○ **Critères d'attribution – Lot 1 – SANTE**

Les offres régulières et acceptables seront classées par ordre décroissant par application des critères pondérés énoncés ci-dessous (sur une base globale de 100 points) :

CRITÈRE 1	<p>Coût des garanties (<i>rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé</i>)</p> <p>Ce critère comprend deux sous-critères tarifaires correspondant à :</p> <p>1.1 Tarification des 3 niveaux de garanties, sur 27 points répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Iso-pondération par niveau de garantie (sécurité, confort, optimale) et par structure de tarification (isolé, 1 adulte + 1 enfant, famille) • Pondération des retraités par moitié de celle appliquée aux actifs. <p>1.2 Frais de chargement : 3 points</p>	30 points
CRITÈRE 2	<p>La maîtrise financière du dispositif</p> <p>2.1. Qualité du reporting : 7 points Le candidat devra justifier une maîtrise technique suffisante des risques qu'il se propose d'assurer. Il devra s'engager à produire et transmettre les outils de pilotage demandés et à en expliciter les modalités, dans le cadre du calendrier de suivi pour les échanges avec la Ville de Mulhouse et l'Orchestre National de Mulhouse.</p> <p>Par ailleurs, le candidat devra décrire (a minima) les rapports annuels de présentation et de résultat « reporting » quantitatif et qualitatif qu'il propose et sur lequel il s'engage, dans une logique de transparence entre la Ville de Mulhouse, l'Orchestre National de Mulhouse, les organisations syndicales représentatives respectives et lui.</p> <p>2.2. Pilotage du contrat : 18 points La notation de ce critère sera réalisée sur la base des engagements sur les révisions et exemples fournis par le soumissionnaire. Les mesures d'accompagnement et de redressement proposées seront appréciées pour le soutien apporté aux actions déjà menées par la Ville de Mulhouse et l'Orchestre National de Mulhouse sur le terrain et ne pas recourir à une simple augmentation tarifaire sans analyse préalable et propositions d'actions à déployer pour corriger le déséquilibre éventuel constaté.</p>	25 points

CRITÈRE 3	<p>Les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus exposés aux risques</p> <p>3.1 Mise à disposition d'un réseau aux tarifs négociés et maîtrisés : 6 points</p> <p>3.2 Diversité et qualité des actions de prévention conduites en direction des bénéficiaires des contrats : 9 points</p> <p>Le candidat justifiera de ses engagements en matière de politique de gestion des risques en détaillant les modalités de mise en œuvre y compris en matière de moyens, d'expériences et de coûts pesant sur les contrats ainsi que tout modèle de communication utile.</p>	15 points
CRITÈRE 4	<p>Suivi et accompagnement opérationnel permettant d'anticiper une couverture optimale de tous les agents concernés</p> <p>4.1 Aide à la mise en œuvre et au déploiement du contrat : 15 points</p> <p>4.2 Qualité de la gestion des contrats et des services (délais de traitement, outils mis à disposition, etc.) : 15 points</p> <p>Seront notamment évalués : les moyens mis en œuvre notamment en matière d'interlocution humaine et les services concourant à un déploiement optimal du contrat auprès des agents, le suivi des délais de traitement, etc. Seront également évalués les espaces mis à disposition des agents notamment pour favoriser l'autonomie dans la gestion de leur contrat et de leurs remboursements.</p> <p>Les engagements pris devront être justifiés au regard des moyens réels (effectifs, partenariats, etc.) détaillés dans l'annexe technique et financière.</p>	30 points

Le lot 1 pour le risque complémentaire Santé sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, soit l'offre la mieux classée pour le lot.

○ **Critères d'attribution – Lot 2 - PREVOYANCE**

Les offres régulières et acceptables seront classées par ordre décroissant par application des critères pondérés énoncés ci-dessous (sur une base globale de 100 points) :

CRITÈRE 1	<p>Coût des garanties (<i>rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé</i>)</p> <p>Ce critère comprend deux sous-critères tarifaires correspondant à la garantie socle et aux options.</p> <p>1.1 Tarifs de la garantie socle : 22 points Le tarif de la garantie intervient pour 18 points et le taux de chargement (commissions des candidats) pour 4 points.</p> <p>1.2 Tarifs des options : 8 points Le tarif des garanties intervient pour 7 points et le taux de chargement (commissions des candidats) pour 1 point.</p>	30 points
CRITÈRE 2	<p>La maîtrise financière du dispositif</p> <p>2.3. Qualité du reporting (5 points) Le candidat devra justifier une maîtrise technique suffisante des risques qu'il se propose d'assurer. Il devra s'engager à produire et transmettre les outils de pilotage demandés et à en expliciter les modalités, dans le cadre du calendrier de suivi pour les échanges avec la Ville de Mulhouse.</p> <p>Par ailleurs, le candidat devra décrire, par lot, (a minima) les rapports annuels de présentation et de résultat « reporting » quantitatif et qualitatif qu'il propose et sur lequel il s'engage, dans une logique de transparence entre la Ville de Mulhouse, les organisations syndicales représentatives et lui.</p> <p>2.4. Pilotage du contrat (20 points) La notation de ce critère sera réalisée sur la base des engagements sur les révisions et exemples fournis par le soumissionnaire. Il devra présenter sa maîtrise financière pour l'ensemble du marché, quelles que soient les éventuelles variations du périmètre assurable.</p> <p>Les mesures d'accompagnement et de redressement proposées seront appréciées pour le soutien apporté aux actions déjà menées par la Ville de Mulhouse sur le terrain et ne pas recourir à une simple augmentation tarifaire sans analyse préalable et propositions d'actions à déployer pour corriger le déséquilibre éventuel constaté.</p>	25 points
CRITÈRE 3	<p>Les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus exposés aux risques</p> <p>3.1 Les conditions de reprise des agents en arrêt et dispositif proposé pour les agents en arrêt (5 points)</p> <p>3.2 Diversité et qualité des actions de prévention conduites en direction des bénéficiaires des contrats (10 points) Le candidat justifiera de ses engagements en matière de politique de gestion des risques en détaillant les modalités de mise en œuvre y compris en matière de moyens, d'expériences et de coûts pesant sur les contrats ainsi que tout modèle de communication utile.</p>	15 points

CRITÈRE 4	<p>Suivi et accompagnement opérationnel permettant d'anticiper une couverture optimale de tous les agents concernés</p> <p>4.1 Aide à la mise en œuvre et au déploiement du contrat (15 points)</p> <p>4.2 Qualité de la gestion des contrats et des services (délais de traitement, outils mis à disposition, etc.) (15 points)</p> <p>Seront notamment évalués : l'accompagnement des équipes RH sur la prise en main des fonctionnalités de l'« espace employeur » et de l'« espace adhérents », les moyens mis en œuvre notamment en matière d'interlocution humaine et les services concourant à un suivi des délais de traitement Seront également pris en compte la bonne orientation du prestataire quant au dispositif proposé ainsi que l'accès à des services et à des actions de prévention pour les agents de la collectivité.</p> <p>Les engagements pris devront être justifiés au regard des moyens réels (effectifs, partenariats, etc.) détaillés dans l'annexe technique et financière.</p>	30 points

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	<p>L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.</p> <p>Au titre des exigences de la consultation, il est rappelé que les réserves majeures caractériseront l'irrégularité de l'offre. Constitue des réserves majeures les réserves affectant les niveaux de garantie ou la</p>
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Justificatifs à fournir par l'attributaire

Avant notification du contrat, et si l'attributaire ne les a pas fournis au titre de l'article 3 ci-avant (ou si la validité des documents remis est échue), l'attributaire devra fournir dans un délai court, fixé par le courrier l'informant que son offre a été retenue, les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales (attestation de - de 6 mois)
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise (attestation de - de 6 mois)
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion (extrait de - de 3 mois) La Communication du n° SIREN de l'entreprise peut se s'y substituer
Assurance	Attestation d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité
Le cas échéant :	
Liste des travailleurs étrangers	Liste nominative des travailleurs étrangers (Document de - de 6 mois)
Déclaration de détachement	Accusé de réception de la déclaration de détachement et attestation sur l'honneur d'acquittement des amendes liées aux salariés détachés (en cours de validité)
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

■ Demande de renseignements complémentaires en phase de consultation

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs font parvenir leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> **au plus tard pour le 08/08/2025 à 17h00..** La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les opérateurs ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide. Aucune question posée en dehors du profil acheteur ne sera prise en compte

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les opérateurs sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les opérateurs sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

Il est par ailleurs précisé que la notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les opérateurs sont appelés à une vigilance particulière. L'opérateur détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L. 551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31 avenue de la Paix
67070 Strasbourg
Téléphone : 03 88 21 23 23
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Télécopie : 03 88 83 64 44 66
Site internet : strasbourg.tribunal-administratif.fr

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R. 2184-12 et R. 2184-13 du Code de la commande publique.

Les conditions d'utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation sont définies dans une annexe au dossier de consultation.

Informations de l'attributaire : Les informations concernant l'attributaire seront exploitées dans le cadre de l'exécution du contrat afin de permettre le bon déroulement des prestations. Aucune donnée personnelle ne sera contenue dans les informations faisant l'objet de prescriptions à l'égard de l'acheteur en matière de communication et mise à disposition publiques découlant de la réglementation applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services \(CCAG/FCS\)](#) dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021 (dans sa version en vigueur au jour de l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence)